

RENCONTRE : ALBERT CORHAY, NOUVEAU RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

Publié le 19 mai 2014



A la prochaine rentrée académique, le Pr Albert Corhay succédera au Pr Bernard Rentier à la tête de l'université de Liège. Et quand on dit "succédera", c'est une façon de parler. Les deux hommes sont, ensemble, aux manettes de l'université depuis deux mandats : Bernard Rentier comme recteur et Albert Corhay comme premier vice-recteur.

Albert Corhay, 59 ans, est diplômé de HEC-Ecole de gestion de l'Université de Liège où il est professeur de finance. Après une thèse à l'université de Cambridge et une expérience dans le privé puis l'université de Maastricht, il est revenu à Liège où il fut notamment doyen de la faculté d'Economie, Gestion et Sciences sociales.

Albert Corhay, vous avez été élu au terme d'une longue campagne et d'un processus électoral en deux temps. Que vous a apporté cette expérience ?

Un nouveau regard sur l'importance de la communication directe avec toutes les composantes de l'Université : académiques, scientifiques, personnel administratif, technique et ouvrier, et étudiants. Après neuf années comme vice-recteur, je connais bien la machine universitaire et ses rouages. Mais avec le changement de décret qui invite tous les membres de l'université à voter, j'ai dû, comme les autres candidats, développer une stratégie de communication pour répondre aux questions du plus grand nombre. On ne pouvait plus se limiter à quelques échanges informels avec de professeurs, qui étaient les seuls à voter à l'époque. Pour toucher toutes les composantes de l'université, j'ai développé un site web, j'ai participé à de nombreux débats, j'ai répondu, via les réseaux sociaux également, aux questions qui surgissaient au cours de ces rencontres.

Cela m'a convaincu d'une chose : l'importance de la communication interne dans une institution telle que la nôtre est primordiale. Nous allons l'intensifier et la diversifier.

Avec votre accession au rectorat, vous allez avoir le temps de développer cette nouvelle communication interne ?

Bien sûr. Cela nous fera d'ailleurs gagner du temps par la suite. Quand la communication ne passe pas bien, cela entraîne des problèmes, des rumeurs, de mauvaises interprétations. Informer, communiquer et valoriser le travail de toutes les catégories des personnes qui fréquentent l'université est une démarche dont on ne peut pas faire l'économie. Cela passera par le numérique, sans doute en développant une sorte de nouveau réseau social au sein de l'université. Nous allons mettre en place une machine d'information plus adaptée aux étudiants et au personnel, plus

adaptée à l'ère informatique.

Vous avez déposé votre programme pour le rectorat de l'ULg le 12 mars. Je suppose qu'il avait préalablement mûri pendant des mois ?

J'y ai réfléchi depuis quasi une année et y ai travaillé depuis le début de l'année 2014. Il a été affiné, notamment avec le concours des collègues avec lesquels je me suis présenté comme candidat recteur. J'ai, dès le début, présenté une équipe. Cette équipe a nourri ma vision pour l'université. Les débats de campagne ont également été très intéressants, très formateurs pour un futur recteur.

Quels sont les principaux dossiers qui vont mobiliser votre énergie dès votre prise de fonction ?

J'en identifie plusieurs qui sont intimement liés: la mise en place et l'intégration de l'université au sein du pôle académique Liège-Luxembourg et du pôle namurois, le rôle de l'université dans la Société et bien entendu, la question du financement.

La mise en place des pôles académiques, c'est un gros morceau ?

C'est l'avenir de l'enseignement supérieur en FWB. Les pôles doivent construire un plan stratégique, prospectif, dans lequel nous devons situer l'ULg, avec ses sites de Liège, Gembloux et Arlon, par rapport aux autres établissements d'enseignement supérieur.

Dans ce nouveau paysage, l'ULg sera l'université de référence du pôle Liège-Luxembourg. Elle doit dès lors y trouver sa place, y jouer un rôle moteur et collaborer avec tous les autres partenaires du pôle. C'est à dire six hautes écoles, trois écoles supérieures des Arts et les 25 établissements de promotion sociale d'enseignement supérieur.

Quel rôle l'université de Liège doit-elle jouer par rapport à la Société ?

Trois axes me semblent s'imposer: économique, culturel et social. Nous allons les développer tous les trois. Cela passera par une plus grande valorisation de la recherche, via notre cellule Interface et le parc scientifique, en anticipant plus encore les besoins de la société.

Nous voulons aussi créer un nouveau tissu culturel et économique où l'université joue un rôle moteur. Cela va se faire en amplifiant les synergies entre les facultés et la Société. Notre projet "Verdir" par exemple, de rénovation des friches industrielles, doit permettre d'aider à développer de

nouveaux types d'activités. Cela demande des compétences techniques, juridiques, sociologiques, etc. C'est un projet du Pr Eric Haubruge, qui vient tout juste d'être nommé Premier Vice-Recteur. Enfin il y a aussi la récente création de la maison des Sciences de l'homme, espace de réflexion, de rencontres et d'échanges sur les questions de société, ouverte au public, et l'organisation de journées du type de celle d'éveil à la citoyenneté.

C'est là aussi une manière de résoudre les problèmes de financement de l'université. Une source de diversification des revenus ?

Sans aucun doute. La réalité du financement aujourd'hui, on la connaît. Le nombre d'étudiants est en évolution continue et l'enveloppe de financement public est fermée. Nous devons plaider pour un refinancement, mais en attendant, pour évoluer, nous devons être inventifs, trouver des alternatives. A l'université de Liège, la majorité des étudiants du niveau bachelier est issue de la région. Cette proximité géographique, à ce niveau d'étude, me semble normale. Choisir la proximité pour le début de ses études est une bonne chose, sauf bien sûr pour certaines matières spécifiques, comme la médecine vétérinaire par exemple, qui réclame de lourdes infrastructures.

Au niveau des masters il faut être un peu plus spécifique, plus spécialisé. Ceci afin d'éviter des gaspillages de ressources. Cela implique une plus grande collaboration entre les universités pour éviter une dispersion des moyens. Il faut cesser la course à l'étudiant. Dans le cadre d'une enveloppe fermée, ce n'est pas rationnel. Tout le monde ne doit plus nécessairement offrir toutes les filières. Il faut une collaboration entre institutions. Il n'est pas normal que dans certaines filières, présentes dans plusieurs universités, il y ait plus d'enseignants que d'étudiants!

En matière de rationalisation, vous comptez également sur les pôles académiques ?

Un jour, l'argent public n'arrivera plus totalement ni directement dans chaque institution, mais bien au niveau des pôles, lesquels opéreront alors des répartitions. Cela devrait permettre certaines économies d'échelle. Pas tellement en ce qui concerne les universités, l'ULg est la seule université de son pôle régional, mais bien au niveau des hautes écoles. On pourrait ainsi faire davantage avec le même niveau de financement.

Ceci dit, si la FWB veut évoluer vers un modèle économique durable et préparer son avenir, elle doit investir. Investir dans l'enseignement supérieur, c'est du long terme comme investissement. Mais c'est aussi payant.

Et en ce qui concerne l'organisation, y a-t-il réellement moyen d'être innovant?

Au sein de l'université, j'aimerais que chacun puisse se concentrer sur son travail. L'enseignement et la recherche pour les enseignants, les études pour les étudiants, etc. Il ne faut pas que les enseignants soient distraits de leurs missions par des tâches administratives annexes. Le but est simple : permettre à chacun de mieux faire son travail et ne plus être perturbé par d'autres tâches que celles pour lesquelles on est et on aime être à l'université.

Vous voulez "professionnaliser" vos 22.000 étudiants ?

Nos problèmes de financements ne doivent pas être répercutés sur les étudiants. On ne doit pas envisager de faire payer davantage les étudiants. Là, on serait vraiment mal parti avec le concept de démocratisation de l'enseignement! Idem pour le prêt à 0%. Un prêt, c'est un prêt. Il faudra de toute manière le rembourser. Ce n'est pas la solution.

Le message que je voudrais faire passer auprès des étudiants est qu'ils ont un métier : celui d'être étudiants. Il faut donc les responsabiliser à ce propos. Cela implique des obligations. Ils doivent se préparer à exercer ce métier, ils doivent travailler pour l'exercer, ils doivent étudier et ils doivent réussir. Mais attention, tout cela dans un esprit "Bologne". La réussite doit se mesurer en terme de cycle de formation plutôt que d'année académique. Et nous sommes là pour les aider à exercer leur métier et les y préparer.

Cela implique-t-il de changer le mode de fonctionnement de l'université ?

Il faut bien entendu les aider à réussir. Il faut surtout leur éviter de perdre leur temps. Les pôles peuvent les aider à valoriser ce qu'ils ont déjà fait comme étude, avec ou sans succès. Cela évitera déjà pas mal de gaspillages de moyens. On en revient donc à l'aspect financier.

C'est en travaillant ensemble au sein des pôles académiques qu'on pourra valoriser au mieux et de manière concertée les acquis des étudiants.

Dans mon approche, le fil rouge, vous l'aurez compris, c'est l'étudiant. En fonctionnant de la sorte, l'étudiant ne perd plus une année de sa vie professionnelle ultérieure s'il est en échec. Il pourra conserver ses acquis, même s'il change d'orientation ou d'établissement. Il ne devra plus recommencer à zéro. Cela implique une reconnaissance de crédits, des cours réussis, une grande collaboration entre tous les établissements d'un même pôle, plus de coorganisation et même de

co-diplomation: tout est ouvert. C'est là l'avantage du pôle. L'étudiant pourra à terme valoriser son parcours au sein d'une institution, mais également au sein du pôle.

Ce faisant, l'Etat aussi fait une économie. Si les étudiants sortent plus rapidement de leurs études, ils peuvent participer plus rapidement au développement économique du pays, de la région. Tout le monde y gagne. Et progressivement, nous allons tous augmenter le niveau de qualité de nos formations.

L'université de Liège est excentrée en fédération Wallonie-Bruxelles par rapport aux deux autres grandes universités, l'ULB et l'UCL. C'est une force ou c'est une faiblesse ?

J'ai toujours considéré que l'ouverture vers l'extérieur était un atout. Notre situation géographique est dans ce cadre très intéressante. Nous nous situons à proximité du Limbourg et de l'université d'Hasselt, des Pays-Bas et de l'université de Maastricht ou encore de l'Allemagne et de l'université de Aix-la-Chapelle et plus loin de Cologne. Nous sommes aussi proches du Grand-Duché de Luxembourg, via notre implantation à Arlon. Ce sont autant d'atouts pour développer des collaborations privilégiées au sein de différents réseaux.

Et nous ne manquons pas de regarder au-delà de ce premier périmètre! L'ULg est aussi présente en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. Nous avons fait de l'Afrique centrale un objectif stratégique. Dans ce cadre, par exemple, nous travaillons à la création de la "Kinshasa Management School" en République démocratique du Congo.